



Travailleuses, travailleurs,

Avec la crise de l'économie capitaliste accélérée par la crise sanitaire, la guerre sociale menée par le grand patronat contre la classe ouvrière s'est brutalement aggravée. Elle fait des victimes parmi les nôtres, y compris dans les grandes entreprises qui ont continué à augmenter leurs profits pendant la pandémie. Les grandes entreprises étrangent leurs sous-traitants et leurs fournisseurs qui, à leur tour, jettent à la rue leurs salariés. Ceux-ci y rejoignent au chômage les précaires, les dits autoentrepreneurs et bien d'autres. Ils seront rejoints, tôt ou tard, par ceux, petits commerçants, petits paysans, artisans, qui sont affaiblis par la crise et achevés par les banques.

Dans la compétition exacerbée par la crise économique, le grand patronat et le gouvernement se battent bec et ongles pour préserver les profits des grandes entreprises et les

dividendes de leurs principaux actionnaires.

C'est l'ensemble de la classe ouvrière qui est attaquée. C'est ensemble qu'elle peut se défendre. Croire que les travailleurs de certaines entreprises et de certaines catégories, pourront sauver leur peau sans les autres ou, pire, à leurs dépens, sans mobiliser la force collective de notre classe, celle du nombre, est une erreur. Cela n'aboutit qu'à montrer nos points faibles, nos propres divisions, nos hésitations et, au bout du compte, notre manque de résolution. Et la classe capitaliste nous portera ses coups bien plus durement.

Les travailleurs ne pourront se défendre qu'unis autour d'un programme de combat qui désigne clairement leur ennemi : la grande bourgeoisie, qui monopolise la propriété des grandes entreprises, des grandes banques, de la grande distribution, et ses serviteurs politiques au sommet de l'État.

Un programme de combat pour les travailleurs

Contre la montée du chômage de masse, le seul objectif qui vaille, pour les travailleurs comme pour les chômeurs, c'est la répartition du travail entre tous sans diminution de salaire.

Il faut travailler moins pour travailler tous.

Les travailleuses et les travailleurs ne demandent pas la charité. Ils exigent un travail honnête pour tous, avec un salaire qui permette de vivre dignement. Ils y ont un droit moral, car ils font fonctionner la société, du personnel hospitalier et des auxiliaires de vie aux éboueurs, des caissières de grandes surfaces aux ouvriers des usines, aux conducteurs de bus et aux chauffeurs routiers, en passant par les cheminots.

Le pouvoir d'achat doit être protégé contre les hausses de prix par l'échelle mobile des salaires, c'est-à-dire leur indexation sur les prix. C'est le seul moyen d'éviter que les salariés soient transformés en miséreux, réduits à dépendre de la charité publique et privée.

L'argent existe pour créer les emplois

nécessaires, en répartissant le travail entre tous. Les fortunes des plus riches, accumulées grâce au travail des exploités, doivent servir de garantie pour la survie de ceux qui produisent.

Mais, ainsi le veut la loi du capitalisme : l'argent est sans cesse accumulé par la grande bourgeoisie pour être transformé en capital. Cette classe privilégiée n'a aucune utilité pour la société, ne produit rien, ne sert à rien. Mais c'est au nom de son monopole sur le capital qu'elle s'approprie les richesses créées par le travail humain. C'est au nom du capital qu'elle s'arroge des privilèges extravagants et justifie ses prélèvements sur les salariés et sur toutes les classes laborieuses. Surtout, c'est au nom du capital qu'elle exerce un pouvoir dictatorial sur l'économie. La crise économique démontre pourtant à quel point la recherche du profit privé comme seul guide, la concurrence, la recherche de compétitivité et les gaspillages qu'elles entraînent, sont nuisibles pour l'humanité. Les lois du

capitalisme obligent les travailleurs, en même temps qu'ils produisent ce qui est utile et nécessaire pour les hommes, à fabriquer leurs propres chaînes !

Militantes et militants du monde du travail

Tout au long de sa longue histoire, la classe ouvrière n'a jamais obtenu ce qu'elle a été capable d'imposer. La grande bourgeoisie et ses mercenaires politiques sont nos ennemis.

Il faut leur imposer notre droit de vivre dignement.

Puis, au-delà d'un programme de défense des travailleurs contre le grand patronat et le gouvernement, dans cette période de crise, se pose la question de l'avenir même de la société. Aussi divers qu'ait pu être le mouvement ouvrier tout au long de son histoire, il y a toujours eu en son sein un courant qui ne se contentait pas de défendre telle ou telle revendication particulière des travailleurs, mais qui se battait pour renverser le pouvoir de la grande bourgeoisie.

La crise qui s'aggrave est une nouvelle démonstration de l'incapacité de la grande bourgeoisie à faire face aux problèmes que

Faire confiance à notre classe

Tous ceux qui militent dans les entreprises et dans les quartiers populaires, et tentent au quotidien de s'opposer aux attaques patronales et gouvernementales, constatent que la majorité des travailleurs sont, pour le moment, surtout angoissés et désorientés. Mais c'est l'évolution de la crise elle-même et la gravité des coups qu'elle subit qui amèneront la classe ouvrière à se battre.

Le rôle des militants n'est certainement pas de s'adapter à la morosité ambiante. Il est encore moins de semer des illusions sur la capacité de quelque politicien à mieux gérer le capitalisme décadent. **Il est de redonner confiance aux travailleurs en leur force collective.**

Les travailleurs n'ont pas à attendre que la gauche, qui a tant failli, concocte de nouvelles combinaisons. Pas plus à droite qu'à gauche, il n'y a de sauveur suprême. Ceux qui se présentent comme tels les trompent

Il n'y a pas d'autre avenir digne pour l'humanité que d'arracher des mains de cette bourgeoisie parasitaire le contrôle des richesses et des moyens de les produire.

pose la vie sociale. Aujourd'hui, des dégâts écologiques irréversibles. Demain, peut-être, la généralisation des guerres. C'est l'avenir de l'humanité qui est menacé par l'organisation capitaliste de l'économie et de la société.

Aucune classe, aucune catégorie de la société actuelle ne porte autant que le prolétariat la force et la capacité de renverser le pouvoir de la bourgeoisie et de réorganiser la société sur une base collective, égalitaire et démocratique.

Jusqu'à 1995, les statuts de la CGT affirmaient qu'elle « *groupe en dehors de toute école politique tous les travailleurs conscients de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat* ». La crise actuelle montre à quel point cet objectif reste d'actualité. Les statuts historiques de la CGT, votés au congrès d'Amiens, précisaient que « *l'émancipation intégrale [...] ne peut se réaliser que par l'expropriation des capitalistes* ».

aujourd'hui, et demain, au pouvoir, serviront le grand capital. Comme ils l'ont toujours fait dans le passé.

Faut-il jouer aux conseillers du grand patronat, qui détient tous les leviers de l'économie, sur la façon d'investir son argent, de « relocaliser » les usines et de « réindustrialiser » le pays ?

Autant demander du lait à un bouc !

Le grand patronat ne connaît pas d'autre guide que ses profits. Il fera ce qui lui rapporte le plus. **La pire des illusions pour un exploité est de croire qu'il a des intérêts en commun avec ses exploiters.**

Face aux menaces de la crise du capitalisme, aujourd'hui comme hier, « **L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes** » !

17 septembre 2020
LUTTE OUVRIÈRE